



Les enjeux de la création d'une Avant-garde¹

L'Europe se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins, soit nous arrivons à relancer la construction de l'Europe Politique par une Avant-garde, soit l'Europe s'oriente vers une marginalisation économique, politique et démographique. Soit nous choisissons une Europe Marché, vaste zone de libre-échange fatalement sous protectorat stratégique d'un tiers, soit nous décidons de mettre en place une Europe politique, capable de jouer un rôle dans un monde d'ores et déjà redevenu multipolaire. La logique de l'Europe Marché va de pair avec la logique d'un élargissement sans fin, non précédé d'un approfondissement de la coopération politique. La logique de l'Europe politique passe par la constitution d'un noyau dur. Sur les questions stratégiques, comme celle du noyau dur, la ligne de partage traverse la plupart des partis politiques, on trouve ainsi des partisans du noyau dur tant à droite : Jacques Chirac (tribune du 26 octobre 2005 dans 26 quotidiens européens), Dominique de Villepin, Jean-Louis Bourlanges, Alain Juppé, Guy Verhofstadt, Karl Lamers, Wolfgang Schäuble, qu'à gauche : Dominique Strauss-Kahn, François Hollande, Johan Van De Lanotte (président du PS flamand), Joschka Fischer, ou Günter Verheugen. Sur cette question brûlante d'actualité, le **Forum Carolus**² publiera un livre en 2006, participe à des séminaires sur le sujet³, a déjà un site dédié à la question (<http://apres-le-non.forum-carolus.org/>) et organisera des débats à Strasbourg, ville dont la situation privilégiée, au cœur des pays susceptibles de participer à un noyau dur, semble prédestinée.

Europe Marché ou Europe Puissance ?

L'alternative peut se résumer ainsi : Europe Marché ou Europe Puissance. Le temps nous est compté car nous devons nous donner les moyens de sortir de la crise économique, politique et démographique que nous connaissons en Europe. En Asie émergent des puissances avec lesquelles nous aurions bien souvent intérêt à coopérer. L'histoire s'accélère, à l'est de l'Europe, les alliances stratégiques se mettent en place (rencontres turco-russes au Kremlin en juin dernier sur l'Asie centrale, projet d'oléoduc Iran-Inde passant par le Pakistan, mise en place rapide du triangle Chine-Inde-Russie après la rencontre des ministres des affaires étrangères de ces trois pays également en juin dernier, renforcement

¹ Ce texte a pour base une intervention de l'auteur au séminaire organisé sur le noyau dur à Strasbourg par l'Union des Fédéralistes Européens et le Mouvement des Jeunes Européens (12 et 13 novembre 2005).

² Voir www.forum-carolus.org.

³ En novembre 2005, interventions de H. de Grossouvre aux colloques : Strasbourg, 12 et 13 novembre 2005, « *After the failure of the European constitutional Treaty, how to resume the project for a European Federation with a core of States?* », organisé par l'Union des Européens Fédéralistes et le Mouvement des Jeunes Européens, et Budapest, 18 et 19 novembre 2005 « *Europe de l'avenir, avenir de l'Europe* », organisé par le CIFE (Centre International de Formation Européenne de Budapest).

du groupe de Shangaï...) Les pays d'Europe risquent de sortir de l'histoire s'ils ne s'organisent pas eux aussi pour prendre à leur charge leurs intérêts stratégiques.

Paradoxalement, on peut considérer que des « compelling events » comme l'échec du traité constitutionnel, l'impossibilité de construire une Europe politique à vingt-cinq, et la politique étrangère des Etats-Unis, forcent l'Europe à regarder la réalité en face et à faire les choix qui s'imposent. Depuis la fin de la bipolarisation qui a suivi la chute du bloc soviétique, et pour la première fois, des questions aussi essentielles que la forme finale de l'Union, forme institutionnelle et frontières, l'Europe de la défense, la coopération stratégique avec la Russie, la Chine, et l'Inde, et la redéfinition du partenariat transatlantique sont réellement posées.

Je crois que la mise en place d'une Europe politique, c'est-à-dire d'une Europe Puissance, passe d'une part par la création d'un noyau dur, d'une Avant-garde, d'un groupe de pays pionniers, selon la terminologie que l'on choisit, et d'autre part par la mise en place d'un partenariat stratégique avec la Russie. Comme les Commissaires Lamy et Verheugen l'ont souvent rappelé lors de leurs conférences de presse communes, il n'y a pas raisonnablement de noyau dur crédible et opérationnel en dehors d'un noyau dur à base franco-allemande. En dehors de ce que l'on dit habituellement sur la valeur symbolique et représentative pour l'ensemble de l'Europe des compromis franco-allemands, il convient de rappeler que la France et l'Allemagne représentent 142 millions d'habitants et participent pour 41% au budget de l'Union. La thématique du noyau dur et la coopération euro-russe sur la base d'un moteur franco-germano-russe (Paris-Berlin-Moscou) sont les deux revers d'une même médaille car elles sont la clé de la maîtrise des intérêts stratégiques de l'Europe et le moteur d'une politique réellement européenne. Paris et Berlin sont par ailleurs à même, d'inspirer décisivement la politique russe de l'Union. Par exemple, la Russie pourrait adhérer à la PESD et participer à la prise de décision sur les stratégies communes et les actions communes au sein du COPS (Comité Politique et de Sécurité prévu depuis le traité de Nice). Ceci n'entraînerait pas de coûts importants et serait décisif symboliquement et stratégiquement. La Russie pourrait aussi participer à la force de réaction rapide de l'Union. Ce sujet primordial des relations stratégiques avec la Russie, mais aussi celui de nos relations avec les Etats-Unis, de la nature de la relation de l'Union avec la Turquie, mais aussi la question du noyau dur, divise actuellement l'ensemble de la classe politique. La ligne de partage traverse les partis, on trouve des partisans d'une coopération stratégique avec la Russie, autant au parti socialiste qu'à l'UDF ou à l'UMP, et l'on y trouve des opposants au sein des mêmes formations. En ce qui concerne le noyau dur, des hommes de gauche comme Dominique Strauss-Kahn, Jack Lang, Pascal Lamy, Günter Verheugen, Joschka Fischer ou des conservateurs comme Dominique de Villepin, Alain Juppé, Edouard Balladur, Jean-Louis Bourlanges ou Jacques Chirac, se sont très clairement prononcés en faveur d'un noyau dur. Ainsi Dominique de Villepin avait œuvré dans ce sens lorsqu'il était ministre des Affaires Etrangères et c'est une thématique qu'il a reprise depuis qu'il est premier ministre. Jacques Chirac a quant à lui publié le 26 octobre 2005, dans vingt-six quotidiens européens, un plaidoyer pour la constitution de pays pionniers. Le président de la Commission, José Manuel Barroso a quant à lui commenté ironiquement le texte du président français en précisant qu'il aurait pu écrire cet article à l'exception justement de la partie concernant les groupes pionniers. On trouve ainsi au sein du PS, de l'UMP, de l'UDF, des verts, de la CDU-CSU, de la FDP, et d'une manière générale de la plupart des partis européens, à droite comme à gauche, des partisans et des opposants à la constitution d'un noyau dur. L'Europe des six du début de la construction européenne correspondait aussi à une forme de noyau dur. Le projet des pères fondateurs n'était pas exclusivement économique, mais tout au long de la construction européenne, l'ambition politique des pères fondateurs a de moins en moins été partagée par les nouveaux arrivants.

L'érosion progressive du projet des pères fondateurs

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, six pays correspondant à l'Europe carolingienne, traditionnellement en position centrale, et plus développés que les autres, décidaient de s'engager dans une union douanière avec l'ambition d'en faire un projet politique. Lors des trois vagues d'adhésions successives, le projet d'Union politique des six pays fondateurs a été de moins en moins partagé par les nouveaux arrivants.

Le projet initial de l'Europe des six ne concernait qu'une petite partie centrale de l'Europe occidentale, bloc homogène auquel ne participaient pas les plus atlantistes au nord, ni les plus pauvres au sud. Les îles britanniques et le Danemark ont suivi dans les années soixante-dix. Les anciens pays de l'AELE ont adhéré, contraints et forcés, pour des raisons économiques et se sont toujours caractérisés par un retard d'intégration par rapport aux six pays fondateurs. En 1957, ils n'étaient pas prêts, trente ans plus tard, ils ne veulent pas de la monnaie unique et s'opposent pour le moment à une Europe politique. Les pays méditerranéens dans les années quatre-vingt ont été d'abord motivés par des intérêts économiques. Les pays nordiques dans les années quatre-vingt-dix souhaitaient sortir d'une marginalité géopolitique que la construction européenne accentuait. L'Autriche constitue à cet égard une exception et partage une grande partie des ambitions du projet politique européen initial. Ce pays aurait d'ailleurs vocation à s'agréger, comme le Benelux, à un noyau dur franco-allemand permettant de relancer la construction politique européenne. Les pays d'Europe centrale n'ont pas non plus eu le choix économiquement, et, à l'heure où ils recouvrent leur indépendance, ne souhaitent pour le moment pas procéder à des abandons d'une souveraineté tout juste retrouvée. Ils ne sont pas mûrs pour le projet politique européen. La crise de la construction européenne est d'autant plus aigue et significative que ce sont les pays qui vont profiter le plus des aides européennes qui en rejettent le projet politique.

Les différentes adhésions successives n'ont ainsi pas été motivées par le projet politique des pères fondateurs. Les nouveaux entrants ont plutôt eu le sentiment de ne pas avoir le choix, les projets du type de l'Association Européenne de Libre Echange (AELE) ou du Conseil nordique n'ayant pu s'imposer en véritables alternatives. Depuis le premier élargissement de 1973 des intérêts exclusivement économiques ont motivé les nouveaux arrivants, d'ailleurs les pays n'ayant pas à y gagner de supplément de prospérité comme la Suisse ou la Norvège ont décidé de ne pas adhérer à l'Union.

Aujourd'hui la majeure partie des pays de la péninsule européenne fait partie de l'Union, à l'exception de la Norvège, de la Suisse et de l'Islande qui y sont étroitement associés à travers l'Espace Economique Européen (EEE). A l'origine de ce processus, le rôle moteur de la France et de l'Allemagne, auquel le général de Gaulle avait choisi de donner priorité dès la fin des combats de la deuxième guerre mondiale, puis des six pays fondateurs, a été décisif. Depuis 1993, avec la mise en œuvre du traité de Maastricht, et ses trois innovations, l'Union Economique et monétaire, la Politique Etrangère et de Sécurité Commune et le système de Schengen, l'Europe est à géométrie variable. Un an plus tard, en 1994, Karl Lamers et Wolfgang Schauble lançaient l'idée du noyau dur, reprise par les Européens soucieux de donner existence et poids politique à l'Europe. Peu après l'échec du traité constitutionnel en France, le même Karl Lamers, pensait que le moment était venu de relancer l'Europe de la défense par un noyau dur (Le Figaro, 31 mai, « *Karl Lamers : L'Europe de la défense en priorité* »). L'Union n'ayant pas fait précéder l'élargissement de 15 à 25 d'une réforme des institutions, le noyau dur est aujourd'hui la seule alternative pour sauver la dynamique de la construction de l'Europe politique, et le seul noyau dur crédible, même s'il est ouvert, est un noyau dur à base franco-allemande.

Avant-garde : quels pays ?

Le cœur du noyau dur est ainsi constitué de la France, de l'Allemagne, de la Belgique et du Luxembourg. La Belgique et le Luxembourg, grâce à leur position et leur double culture s'intègrent naturellement au tandem franco-allemand. Sur les questions économiques (modèle rhénan), fiscales, de défense (réunions de Tervuren d'avril 2003) ou de politiques étrangères (positions communes lors de la guerre en Irak), ces quatre pays ont souvent des positions très proches. Parmi les deux pays de l'Europe des six à l'origine de la construction européenne restant, l'Italie et les Pays-Bas, ont-ils vocation, dans l'état actuel des choses, à rejoindre ce groupe de départ ? Les Pays-Bas, tant sur les questions économique que de politique étrangère sont beaucoup plus proches de la position britannique limitant l'Europe à une zone de libre-échange sans poids politique. Quant à leur défense, les Pays-Bas ne pratiquent pas la préférence communautaire et ont par exemple récemment choisi le futur avion de combat américain (JSF). La question de l'Italie est plus compliquée, certes une grande partie de sa classe politique et de son opinion publique partage le projet politique européen, mais la tendance de fonds de la politique étrangère italienne depuis la fin de la seconde guerre mondiale ne va pas dans le sens d'un noyau dur comme base d'une Europe politique autonome. Cette tendance est encore plus nette avec le gouvernement Berlusconi très proche des positions britanniques sur l'Europe à tel point que la presse parle régulièrement de l'axe Londres-Rome.

Il est par ailleurs essentiel de trouver le moyen d'intégrer l'Europe centrale à notre projet d'Europe politique. A la suite d'une tribune que j'avais publiée dans le Figaro du 15 juin 2005 : « *Une alternative au non à Strasbourg* », le Forum Carolus propose la création d'une Avant-garde de six pays⁴, ouverte aux autres pays souhaitant la rejoindre et composée dans un premier temps de la France, de l'Allemagne, de la Belgique, du Luxembourg, de la Hongrie et de l'Autriche.⁵ Une base franco-allemande est la seule réellement crédible pour les projets de relance politique européenne par une Avant-garde, la Belgique et le Luxembourg complètent naturellement cette base.

Après le conseil européen de décembre 2003 et l'échec partiel de la CIG sur le projet de traité constitutionnel, et peu après que Dominique de Villepin, alors ministre des affaires étrangères, ait rendu public les projets d'Union franco-allemande à l'étude entre la France et l'Allemagne⁶, la Hongrie, lors d'une conférence de presse en marge du sommet européen, par la voix de son premier ministre, Peter Medgyessy, et de son ministre des affaires étrangères d'alors, Laszlo Kovacs, aujourd'hui Commissaire européen, a pris officiellement position pour affirmer sa volonté de participer à une Avant-garde à base franco-allemande. A côté de l'Allemagne et de la France, quatre plus petits pays de l'Union, deux à l'ouest et deux en Europe centrale, équilibrent notre groupe de pays pionniers. Vienne se trouve à l'est de Prague, bien que pour l'anecdote les Viennois parlent de « Osterweiterung » (élargissement à l'Est). La coopération franco-allemande est perçue avec inquiétude par les petits pays et plus particulièrement par les pays d'Europe centrale, il convient donc faire un geste crédible vers ces pays. La Hongrie et l'Autriche abordent, officiellement et systématiquement, conjointement les questions liées à l'Europe centrale. Vienne et Budapest, tout en assurant une continuité territoriale ouvrent l'Avant-garde sur l'Europe centrale et orientale. Budapest était d'ailleurs le centre de gravité réel de l'ancien empire austro-hongrois, tandis que l'Autriche faisait aussi partie du noyau carolingien historique et n'a pu participer au projet politique européen des six pays fondateurs en raison de son statut ambigu entre l'Est et l'Ouest au lendemain de la seconde guerre mondiale. De plus, comme

⁴ Voir: <http://apres-le-non.forum-carolus.org/>

⁵ Voir « *Alternative au NON à Strasbourg* » (H. de Grossouvre, le Figaro, 15 juin 2005) et « *L'Europe de la défense en priorité* » (Karl Lamers, le Figaro, 31 mai 2005).

⁶ Voir H. de Grossouvre, « *Strasbourg, l'Union franco-allemande, et la relance de l'Europe politique* », Revue Défense Nationale, N°3, 2005.

nous l'avons déjà souligné, l'Autriche, était le seul pays, au cours des élargissements successifs, à partager aussi le projet politique européen originel des père fondateurs.

Rôle de Strasbourg pour l'Avant-garde

Strasbourg, au centre de ce projet, et en complémentarité avec les autres villes abritant des organisations européennes, propose un ambitieux renouvellement d'un projet puisant dans les ambitions des pères fondateurs tout en constituant un pont culturel et économique à la fois entre les mondes latins et germaniques et vers l'Europe centrale. Comme me le rappelait récemment un député européen, un Slovène, un Croate, un Autrichien, ou un habitant de Lvov se sent chez lui à Strasbourg. Les principaux think tanks européens à Bruxelles, ou ailleurs, ont du mal à penser l'Europe, et la nécessaire sortie de crise, en dehors de la forme actuelle de l'Union. Le lieu et le milieu d'où l'on pense et agit sont décisifs. Au-delà du pont de Kehl, la République de Berlin a enterré la République de Bonn. À Strasbourg, l'Europe ne se confond pas avec l'Union, l'Europe de Strasbourg est à la fois en deçà et au-delà de l'Union. Strasbourg est au cœur des futures relances autour d'une Avant-garde à base franco-allemande, mais Strasbourg est aussi la porte d'entrée historique, culturelle et économique vers l'Europe centrale, via le Rhin, le Danube et l'axe Saône Rhône. Le Conseil de l'Europe rassemble tous les pays du continent européen, Russie comprise, soit 46 membres. L'Assemblée des Régions d'Europe, forte de 250 adhérents, y a son siège. Le Forum Carolus a l'ambition de faire de Strasbourg un lieu de discussion des questions stratégiques européennes. Pendant des siècles, Strasbourg était à la fois cul-de-sac et rempart militaire, aujourd'hui, alors que la relance ne peut passer que par un groupe de pays pionniers issus du noyau carolingien, elle peut devenir, pour peu que nous sachions le vouloir, carrefour économique et centre de décision politique. Pour la première fois de son histoire, comme le rappelle Tomi Ungerer, Strasbourg se situe enfin au bon endroit au bon moment. Strasbourg a ainsi vocation à accueillir les futurs centres de décision d'un noyau dur.

Henri de Grossouvre
Directeur du Forum Carolus
Strasbourg, novembre 2005
www.forum-carolus.org